

# Mourir entre les terres

Joëlle Kwaschin

La Commission européenne a proposé un plan de répartition de quarante-mille migrants pour soulager les pays de première arrivée, l'Italie et la Grèce. Une grande partie des États européens s'y opposent, François Hollande s'autorisant même un cours de droit. « Il ne peut pas y avoir des quotas pour ces migrants. Le droit d'asile n'obéit pas à un quota. On ne reconnaît pas l'asile en fonction d'un nombre de personnes qui auraient déjà été autorisées. En revanche, lorsqu'il y a ces réfugiés qui vont toujours dans les mêmes pays, eh bien, nous devons faire en sorte que d'autres pays puissent également prendre leur part. C'est ce qu'on appelle la répartition. » Le président français est de mauvaise foi puisque c'est justement un plan de répartition que la Commission propose afin de permettre l'examen individuel de chaque demande, comme le prévoit le droit d'asile tel qu'il est défini par la convention de Genève.

Emboitant le pas à la France, les pays occidentaux s'insurgent, on leur en demande trop, augmentez plutôt le quota des personnes accueillies dans le pays voisin. Ils feignent d'oublier ce que François Crépeau, rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme des migrants, rappelle dans un passionnant entretien : « En quatre ans, de 1979 à 1982, au plus fort de la crise humanitaire, vingt pays occidentaux, menés par les États-Unis, l'Australie, la France et le

Canada, ont accueilli 623 800 réfugiés indochinois, des boat people pour la plupart<sup>1</sup>. » On a beau réfléchir, la mémoire n'a pas gardé le souvenir d'un envahissement. Au contraire, en Belgique, les structures mises en place par les bénévoles d'Un bateau pour le Vietnam manquaient plutôt de candidats et certaines sont restées désespérément vides.

L'herbe est toujours plus grasse chez le voisin, ses prairies et son PIB plus importants, qu'il en fasse donc davantage, Bruxelles exige trop de nous. Pourtant, un récent Eurobaromètre indique que neuf Européens sur dix soutiennent l'aide humanitaire de l'UE, même lointaine, mais surtout qu'en cas de catastrophe, 95 % de la population belge s'attend à être aidée par les autres pays européens.

Par un abus de langage dangereux, les journaux appellent ceux qui meurent en mer des « clandestins », alors qu'ils ne le deviendront éventuellement qu'à leur hypothétique arrivée dans un pays d'accueil qui les refoulerait, ce qui fait beaucoup de suppositions, mais donne insidieusement raison à ceux qui mettent la machine à exclure en route. Cette illusion dangereuse et contre-productive coûte très cher. Pas en vies perdues, mais en budgets considérables pour aller les repêcher, les cueillir, les

<sup>1</sup> <http://dormirajamais.org/onu/>.

héberger, prendre en charge d'inévitables frais médicaux... Pas en vies perdues, de ce gâchis-là, tout le monde se moque, ce n'est sans doute pas pire que tous ces gens qui sont morts au fond des cales des bateaux esclavagistes il n'y a finalement pas si longtemps. On leur élèvera un grand monument, la cérémonie sera très émouvante, et on passera à autre chose. L'actualité n'est que ça, un clou qui en chasse un autre.

On préfère ces petites tombes nées de mains citoyennes et solidaires qui commencent à fleurir partout en Europe, avec la mention « Un réfugié mort en Méditerranée ». « Les morts arrivent<sup>2</sup>. » Ou arpenter en compagnie d'un millier de personnes les rues du centre-ville dans une marche silencieuse de solidarité avec les morts en Méditerranée, cette mer entre les terres, n'empêche bien sûr ni les papotages ni l'émotion surtout lorsque qu'on porte une modeste feuille avec le nom d'un mort, en l'occurrence celui d'un enfant de dix-huit mois mort d'hypothermie. Mais cette initiative généreuse n'est pas très utile, même si elle satisfait l'égo des marcheurs.

En réalité, la solution est tout de même assez simple... si l'on faisait preuve de créativité. Pour innover, il suffit souvent de prendre un problème par un biais inattendu, et le bon sens triomphe, une solution élégante s'impose.

On a suffisamment déploré les ravages de la criminalisation du cannabis (sans grand succès, reconnaissons-le) que l'on pourrait enfin envisager d'être raisonnable. Dépénalisons la détention pour consommation personnelle de cannabis, organisons de manière légale sa distribution, et surtout sa production, et on supprimera les réseaux et les mafias qui ont trouvé là une juteuse industrie. Les budgets de répression

ainsi économisés pourront être consacrés à la prévention, car tout le monde ou presque déplore que les ados ne parviennent plus à aller à l'école s'ils n'ont pas fumé leur premier joint à 7 heures du matin en attendant le bus.

Légalisons les voyages des migrants, sécurisons les voies d'accès, les bénéfices suivront. Développer l'industrie navale pour construire de bons grands navires fiables, relancer une activité sidérurgique dont la Belgique a grand besoin, faire payer un droit de passage modéré qui permettra de rentabiliser l'affaire d'autant que ce que l'on économisera en supprimant les Frontex, Mare machin, les gardes-côtes, le personnel sanitaire, les douaniers, bref les contrôleurs en tout genre, pourra être investi dans les pays d'origine et dans les pays d'accueil et consacré là à la paix et au développement, ici à l'intégration et à la formation professionnelle. Il se trouvera bien parmi eux des gens qui seront ravis d'apprendre une langue pour souder des tôles à bateaux... Et quand la situation de leur pays d'origine se sera améliorée, ces réfugiés rentreront chez eux, car qui abandonne de gaité de cœur ses racines ? Il suffit d'enclencher le mouvement, et le cercle devient vertueux. Certes, cela demande une importante coordination européenne et internationale, mais toutes ces instances ne sont-elles pas là pour mener des politiques au service du bien commun ? Évidemment, le frais accueil réservé au plan de répartition peut décourager ceux qui pensent les politiques à court terme...

Pourtant, tous ces nouveaux bâtiments n'auront pas le temps de rouiller dans le port, ils pourront toujours repar-tir dans un sens avec des touristes, dans l'autre, pour sauver les victimes d'autres crises, car ce qui est bien avec le malheur, c'est qu'il est infini.

2 | [www.indiegogo.com/projects/die-toten-kommen#/story](http://www.indiegogo.com/projects/die-toten-kommen#/story).